

---

**NOTE VERBALE DATÉE DU 25 JANVIER 2007, ADRESSÉE AU  
SECRÉTARIAT DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR  
LA MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA,  
TRANSMETTANT LE TEXTE DE LA SECTION INTITULÉE  
«DÉSARMEMENT ET SÉCURITÉ INTERNATIONALE» DU  
DOCUMENT FINAL DE LA QUATORZIÈME CONFÉRENCE DES  
CHEFS D'ÉTAT OU DE GOUVERNEMENT DU MOUVEMENT  
DES PAYS NON ALIGNÉS, QUI S'EST TENUE À LA HAVANE,  
DU 11 AU 16 SEPTEMBRE 2006<sup>1</sup>**

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des organisations internationales ayant leur siège en Suisse présente ses compliments au secrétariat de la Conférence du désarmement et a l'honneur de lui transmettre ci-joint les versions anglaise, française et espagnole du texte intitulé «Désarmement et sécurité internationale» adopté en tant que section du Document final de la quatorzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, tenue à La Havane du 11 au 16 septembre 2006.

Soulignant l'importance que le Mouvement des pays non alignés accorde aux questions relatives au désarmement et à la sécurité internationale, la Mission permanente de Cuba prie le secrétariat de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et son annexe comme document officiel de la Conférence du désarmement.

---

<sup>1</sup> Publié initialement comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, daté du 29 septembre 2006, sous la cote A/61/472-S/2006/780.

**Quatorzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement  
du Mouvement des pays non alignés, tenue à La Havane  
du 11 au 16 septembre 2006**

**Annexe I**

**Document final**

**CHAPITRE I: QUESTIONS MONDIALES**

...

**Désarmement et sécurité internationale**

70. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réaffirmé* et *réitéré* les positions de principe tenues de longue date par le Mouvement sur le désarmement et la sécurité internationale, y compris les décisions prises au Douzième Sommet de Durban en 1998, au Treizième Sommet de Kuala Lumpur en 2003, à la treizième Réunion ministérielle de Cartagena en 2000, à la Quatorzième Réunion ministérielle de Durban en 2004 et à la Réunion ministérielle tenue à Putrajaya (Malaisie) en mai 2006.

71. Les chefs d'État ou de gouvernement *se sont déclarés profondément préoccupés* par la situation difficile et complexe existant en matière de désarmement et de sécurité internationale. À cet égard, ils *ont appelé* à redoubler d'efforts pour sortir de l'impasse actuelle et parvenir au désarmement nucléaire et à la non-prolifération nucléaire sous tous leurs aspects.

72. Tout *en réaffirmant* la validité absolue de la diplomatie multilatérale en matière de désarmement et de non-prolifération, les chefs d'État ou de gouvernement *se sont déclarés résolus* à promouvoir le multilatéralisme en tant que principe clef des négociations concernant le désarmement et la non-prolifération, et, à cet égard, *se sont félicités* de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 60/59: «Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération».

73. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont exprimé leur vive préoccupation* face au recours croissant à l'unilatéralisme et, à cet égard, ils *ont souligné* que le multilatéralisme et les solutions convenues au niveau multilatéral, conformément à la Charte des Nations Unies, étaient le seul moyen viable de traiter les questions de désarmement et de sécurité internationale.

74. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réaffirmé* les positions de principe du Mouvement sur le désarmement nucléaire, lequel demeure sa priorité absolue, et sur les questions connexes de la non-prolifération nucléaire sous tous ses aspects, et ils *ont insisté* sur le fait que les efforts visant à la non-prolifération devaient être accompagnés d'efforts parallèles de désarmement nucléaire. Ils *ont souligné avec préoccupation* la menace que l'existence d'armes nucléaires continuait de faire peser sur l'humanité du fait que l'on pouvait toujours menacer d'y recourir ou y recourir. Ils *ont également exprimé leur profonde préoccupation* devant la lenteur des progrès fait vers le désarmement nucléaire et l'absence de progrès de la part des États dotés d'armes nucléaires vers l'élimination de leurs arsenaux nucléaires. Ils *ont souligné* que lesdits États devaient respecter l'engagement sans équivoque qu'ils avaient pris en 2000 concernant l'élimination complète des armes nucléaires et, dans cette optique, qu'il fallait de toute urgence engager sans attendre des négociations.

75. Les chefs d'État ou de gouvernement *se sont de nouveau déclarés très préoccupés* devant les doctrines de défense stratégique avancées par des États dotés d'armes nucléaires, y compris devant le «Concept stratégique» adopté par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui non seulement justifie le recours ou la menace de recours aux armes atomiques, mais maintient aussi des concepts de sécurité nationale injustifiables reposant sur la promotion et le développement d'alliances militaires et de politiques de dissuasion nucléaire.

76. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réitéré* que le perfectionnement des armes atomiques et la mise au point de nouveaux types d'armes atomiques, tels qu'envisagés dans le *Nuclear Posture Review* (Examen du dispositif nucléaire) des États-Unis, contrevenaient aux assurances données par les États dotés de l'arme nucléaire en matière de sécurité. Ils *ont par ailleurs réaffirmé* que ce perfectionnement, ainsi que la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires, violaient les engagements pris par les États dotés de l'arme nucléaire à la signature du Traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires (CTBT).

77. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont souligné* que les progrès en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération sous tous leurs aspects s'avéraient vitaux pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Ils *ont réaffirmé* que les efforts vers le désarmement nucléaire, les approches globales et régionales et les mesures de confiance se complétaient mutuellement et devaient dans toute la mesure du possible se poursuivre simultanément pour promouvoir la paix et la sécurité régionales et internationales.

78. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réaffirmé* l'importance et la pertinence de la Commission du désarmement des Nations Unies, en tant qu'unique organe délibérant spécialisé au sein des mécanismes multilatéraux de désarmement de l'ONU, et *ont appelé* tous les États membres à faire preuve de la volonté politique et de la disponibilité nécessaires pour parvenir à un accord relatif aux recommandations basées sur ses deux points de l'ordre du jour durant le cycle en cours.

79. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réaffirmé* l'importance de la Conférence sur le désarmement en tant que seule instance multilatérale de négociation d'accords de désarmement et *ont réitéré* leur appel à ce qu'elle tombe d'accord sur un programme de travail équilibré et complet en établissant, entre autres, aussitôt que possible et en tant que première priorité, un Comité spécial sur le désarmement nucléaire. Ils *ont insisté* sur la nécessité d'engager des négociations dans le cadre d'un programme échelonné en vue de l'élimination complète des armes nucléaires selon un chronogramme concret, y compris une Convention sur les armes nucléaires. Ils *ont réaffirmé* l'importance de la conclusion unanime de la Cour internationale de Justice, selon laquelle il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à leur terme les négociations devant conduire au désarmement nucléaire dans tous ses aspects et sous un contrôle international strict et efficace.

80. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réitéré* leur soutien à la convocation de la Quatrième Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et *se sont dits de nouveau vivement préoccupés* devant l'absence de consensus sur les délibérations relatives à ses objectifs et à son ordre du jour. Ils *ont insisté* sur la nécessité de convoquer à nouveau le Groupe de travail à composition ouverte sur cette Session extraordinaire au plus tôt, de préférence en 2007, selon le mandat de l'Assemblée générale, en vue de parvenir à un accord sur ses objectifs et son ordre du jour, y compris sur la possibilité d'installer son comité préparatoire.

81. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont de nouveau lancé un appel* à la convocation au plus tôt d'une conférence internationale qui serait chargée d'identifier les voies et moyens d'éliminer les dangers nucléaires, en vue d'aboutir à un accord sur un programme échelonné d'élimination complète des armes nucléaires selon un calendrier spécifique, d'interdiction de leur mise au point, de leur production, de leur acquisition, de leur mise à l'essai, de leur stockage, de leur transfert, de leur usage ou de la menace de leur usage, et prévoyant leur destruction.

82. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réaffirmé* que l'élimination totale des armes nucléaires était la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes, et ils *ont réaffirmé* que les États non nucléaires devaient recevoir des garanties effectives dans ce sens. Dans l'attente de l'élimination totale des armes nucléaires, ils *ont lancé un appel* à la conclusion d'un instrument universel, non soumis à conditions et ayant force exécutoire, porteur d'assurances de sécurité envers les États non nucléaires, et ce en priorité. Ils *ont pris note* de l'établissement en 1998 d'un Comité spécial sur des accords internationaux efficaces pour garantir les États non nucléaires contre l'utilisation et la menace d'utilisation des armes nucléaires à la Conférence sur le désarmement chargée de négocier des garanties de sécurité universelles, inconditionnelles et ayant force exécutoire en faveur de tous les États non nucléaires.

83. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont souligné* l'importance que tous les États, y compris non nucléaires, adhèrent au Traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, ce qui devrait contribuer, entre autres, au désarmement nucléaire. Ils *ont réitéré* que l'attachement permanent de tous les États signataires, en particulier des États dotés de l'arme nucléaire, au désarmement nucléaire était essentiel pour parvenir à la pleine concrétisation des objectifs du Traité.

84. Les ministres des Affaires étrangères, tout *en prenant note* de l'entrée en vigueur du Traité signé à Moscou en 2002 entre la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique, *ont insisté* sur le fait que la réduction du déploiement et du statut opérationnel ne saurait remplacer des réductions irréversibles des armements nucléaires et l'élimination totale de ces armes, et ils *ont appelé* les deux États à appliquer les principes de transparence, d'irréversibilité et de vérifiabilité en vue de réduire postérieurement leurs arsenaux nucléaires, en ce qui concerne aussi bien les ogives que les vecteurs, au titre du Traité.

85. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont de nouveau réitéré leur inquiétude* devant les implications négatives de la mise au point et du déploiement de systèmes de défense basés sur les missiles antimissiles balistiques (AM) et de la mise au point de technologies militaires de pointe pouvant être déployées dans l'espace, qui ont eu entre autres effets de contribuer à éroder davantage un climat international propice au désarmement et au renforcement de la sécurité internationale. L'abrogation du Traité sur les missiles antimissiles balistiques est porteuse de nouveaux défis à la stabilité stratégique et à la prévention de la course aux armements dans l'espace. Ils *sont toujours préoccupés* par le fait que la mise en oeuvre d'un système national de défense par déploiement de missiles puisse déclencher une course aux armements, la mise au point de systèmes de missiles avancés et un accroissement du nombre d'armes nucléaires.

86. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont reconnu* l'intérêt commun de l'ensemble de l'humanité à l'exploration et à l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques et *ont souligné* que la

prévention d'une course aux armements dans l'espace éviterait un grave danger pour la paix et la sécurité internationales. Ils *ont de même souligné* l'importance capitale qu'il y avait à respecter strictement les accords de limitation d'armes et de désarmement en vigueur concernant l'espace, dont les accords bilatéraux, et le régime juridique actuel relatif à son utilisation. Ils *ont aussi souligné* le besoin urgent que la Commission engage des travaux de fond sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

87. Les chefs d'État ou de gouvernement *sont restés convaincus* de la nécessité d'une approche négociée d'une manière multilatérale, universelle, complète, transparente et non discriminatoire de la question des missiles sous tous ses aspects, en tant que contribution à la paix et à la sécurité internationales. Ils *ont exprimé leur appui* aux efforts que les Nations Unies doivent continuer de faire pour analyser la question des missiles sous tous ses aspects. À cet égard, ils *ont insisté sur la nécessité* de la maintenir à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et d'établir en 2007, en conformité avec sa résolution 59/67, un Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier la question des missiles sous tous ses aspects. Dans l'attente de ce mécanisme universel ayant à voir avec les vecteurs d'armes de destruction massive, toute initiative visant à traiter ces inquiétudes d'une manière efficace, durable et complète devrait passer par des négociations sans exclusion auxquelles tous les États pourraient participer sur un pied d'égalité. Ils *ont souligné* l'importance de prendre en compte les problèmes de sécurité de tous les États aux échelons régional et mondial dans toute approche de la question des missiles sous tous ses aspects.

88. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont estimé* que la création de zones exemptes d'armes nucléaires par les traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et de Pelindaba constituait un pas positif et une mesure importante vers le renforcement du désarmement et de la non-prolifération nucléaires à l'échelon mondial. Ils *se sont félicités* de la signature à Semipalatinsk, le 8 septembre 2006, du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale par les ministres des Affaires étrangères du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, et ont estimé qu'il s'agissait d'une contribution concrète au renforcement de la paix et de la sécurité régionales et mondiales. Ils *ont réitéré* que, dans le contexte des zones dénucléarisées, il était essentiel que les États dotés de l'arme nucléaire fournissent des assurances inconditionnelles contre l'usage ou la menace d'usage des armes nucléaires à tous les États de la zone. Ils *ont instamment prié* les États de conclure des accords en vue d'établir de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires dans les régions où il n'en existe pas, en accord avec les dispositions du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et les principes adoptés en 1999 par la Commission de désarmement des Nations Unies. Ils *ont pris note avec satisfaction* de la Première Conférence des États parties et signataires des traités établissant les zones exemptes d'armes nucléaires, tenue à Tlatelolco (Mexique), du 26 au 28 avril 2005, et, dans ce contexte, *ont appelé* les États concernés à mettre en œuvre les voies et moyens de coopération entre eux, entre les organes de suivi du traité et d'autres États intéressés.

89. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réitéré leur appui* à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive. À cet égard, ils *ont réaffirmé* qu'il fallait établir sans tarder au Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires en application de la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité et de l'alinéa 14 de la Résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité ainsi que des résolutions pertinentes que l'Assemblée générale a adoptées par consensus. Ils *ont appelé* toutes les parties concernées à prendre des mesures urgentes et

pratiques en vue de la concrétisation de la proposition déposée par l'Iran en 1974 destinée à créer une zone de ce type et, dans l'attente de sa création, ils *ont engagé* Israël, seul pays du Moyen-Orient à n'avoir ni adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ni proclamé son intention de le faire, à renoncer à la possession d'armes nucléaires, à adhérer au Traité sans plus tarder, à soumettre rapidement toutes ses installations nucléaires aux garanties intégrales de l'AIEA, selon les termes de la Résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité, et à mener ses activités liées au nucléaire conformément au régime de non-prolifération. Ils *ont noté avec une vive inquiétude* qu'Israël s'était doté de capacités nucléaires, ce qui constituait une menace grave et permanente pour la sécurité des États voisins et d'autres États, et ils *ont condamné* Israël pour continuer de mettre au point et de stocker des arsenaux nucléaires. Ils *ont estimé* que la stabilité d'une région ne pouvait être atteinte s'il y existait des déséquilibres flagrants en matière de capacités militaires, en particulier si la possession d'armes nucléaires permettait à une Partie de menacer ses voisins et la région. Ils *se sont par ailleurs félicités* de l'initiative de M. Mohammed Hosni Moubarak, président de la République arabe d'Égypte, concernant la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, et, à cet égard, ils *ont pris en considération* le projet de résolution présenté dans ce sens par la République arabe syrienne, au nom du Groupe arabe, devant le Conseil de sécurité le 29 décembre 2003. Ils *ont insisté* sur la nécessité d'adopter des mesures dans différentes instances internationales en vue de la création de cette zone. Ils *ont appelé de même* à une interdiction totale et complète du transfert à Israël de tous équipements, renseignement, matières et installations, ressources ou dispositifs concernant le nucléaire, et la fourniture d'une assistance dans les domaines scientifiques ou technologiques nucléaires. A cet égard, ils *se sont dits vivement préoccupés* que des scientifiques israéliens continuent de pouvoir accéder aux installations nucléaires d'un État doté d'armes nucléaires, ce qui risquait d'avoir de graves incidences sur la sécurité régionale ainsi que sur la fiabilité du régime mondial de non-prolifération.

90. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont souligné* l'importance du respect des normes environnementales dans la préparation et la mise en œuvre des accords de désarmement et de limitations d'armes. Ils *ont réaffirmé* que les instances internationales de désarmement devraient tenir dûment compte des normes environnementales pertinentes lors de la négociation des traités et d'accords en la matière, et que tous les États devraient contribuer pleinement par leurs actions au respect des normes précitées dans la mise en œuvre des traités et conventions auxquels ils seraient Parties.

91. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont insisté* sur l'importance des activités que les Nations Unies menaient à l'échelon régional pour accroître la stabilité et la sécurité des États membres, ce qui pourrait être sensiblement impulsé par le maintien et la revitalisation des trois centres régionaux pour la paix et le désarmement.

92. Les chefs d'État ou de gouvernement des États Parties au Traité sur la non-prolifération, tout *en réaffirmant* la série d'accords découlant de la Conférence des parties chargée de l'examen et de l'extension du Traité de 1995 et du document final de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité de 2000, *se sont déclarés déçus* que la Conférence des parties chargée de l'examen du TNP de 2005 ne soit pas parvenue à tomber d'accord sur des recommandations de fond. A cet égard, ils *ont réitéré* leur appel à tous les États Parties au Traité à s'engager fermement à en mettre en œuvre toutes les dispositions et ils *ont appelé* à la pleine exécution des treize mesures pratiques destinées à mener une action systématique et progressive

en vue d'appliquer l'article VI du Traité, en particulier l'engagement sans équivoque pris par les États dotés d'armes nucléaires de procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires en vue du désarmement nucléaire. Dans l'attente de l'élimination totale des armes nucléaires, ils *ont également rappelé* que la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité de 2000 avait réitéré dans son document final que les assurances de sécurité à force exécutoire données par les cinq États dotés de l'arme nucléaire aux États non nucléaires parties au Traité renforçaient le régime de non-prolifération nucléaire. Ils *ont souligné* qu'il fallait créer des organes subsidiaires des grandes commissions concernées de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité de 2010 qui seraient chargées d'envisager les mesures pratiques destinées à mener une action systématique et progressive en vue d'éliminer les armes nucléaires, d'examiner et de recommander des propositions concernant l'application de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence des parties chargée de l'examen et de l'extension du Traité de 1995; et d'étudier la question des garanties de sécurité. À cet égard, ils *ont souligné* que les réunions du Comité préparatoire devaient continuer de consacrer le temps requis aux délibérations sur le désarmement nucléaire, à la mise en œuvre de la Résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et sur les garanties de sécurité. Ils *ont rappelé* l'accord adopté selon lequel la Conférence d'examen serait présidée par un représentant du Mouvement.

93. Les chefs d'État ou de gouvernement des États Parties au TNP *ont appelé* les États dotés de l'arme nucléaire à tenir leur engagement de ne pas recourir à l'utilisation ou à la menace d'utilisation des armes nucléaires contre des États non nucléaires parties au TNP ou des zones exemptes d'armes nucléaires, et ce en tout temps et en toutes circonstances, dans l'attente de la conclusion d'un instrument ayant force exécutoire sur les garanties de sécurité.

94. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réaffirmé* que les pays en développement avaient le droit inaliénable de participer à des activités de recherche, de production et d'utilisation d'énergie nucléaire à des fins pacifiques sans discrimination. Ils *ont noté avec préoccupation* le maintien de restrictions injustifiées à l'exportation vers les pays en développement de matières, d'équipement et de technologies à des fins pacifiques. Ils *ont à nouveau souligné* que le meilleur moyen d'aborder les problèmes de prolifération était de conclure des accords universels, complets et non discriminatoires négociés sur le plan multilatéral. Les arrangements relatifs au contrôle de la non-prolifération devraient être transparents et ouverts à la participation de tous les États et ne devraient pas imposer de restrictions concernant l'accès des pays en développement aux matières, aux équipements et aux technologies à des fins pacifiques dont ils ont besoin pour poursuivre leur développement. À cet égard, ils ont rejeté vigoureusement toutes tentatives d'un État membre d'utiliser le programme de coopération technique de l'AIEA comme instrument au service de buts politiques, en violation du statut de l'Agence.

95. Les chefs d'État ou de gouvernement des États Parties au TNP *ont souligné à nouveau* qu'aucune disposition du Traité ne saurait être interprétée comme compromettant le droit inaliénable de toutes les Parties au Traité de mener des activités de recherche, de production et d'utilisation d'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux articles I, II et III du Traité. Ils *ont souligné* que ce droit était l'un des objectifs fondamentaux du Traité. À ce sujet, ils *ont réaffirmé* que les choix et les décisions de chaque État concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques devraient être respectés sans compromettre ses politiques et ses accords internationaux de coopération ou arrangements conclus en vue de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ou ses politiques relatives au cycle du combustible nucléaire.

96. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont souligné* en particulier la responsabilité des pays développés de satisfaire aux besoins légitimes d'énergie nucléaire des pays en développement en leur permettant de participer du mieux possible au transfert d'équipements, de matériaux, d'informations scientifiques et technologiques à des fins pacifiques afin qu'ils en tirent les meilleurs bénéfices et appliquent les facteurs pertinents du développement durable à leurs activités.

97. Les ministres des Affaires étrangères, tout *en soulignant* le rôle important et positif joué par les pays non alignés membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), *ont insisté* sur le fait que tous les membres de cette dernière devaient en observer strictement le Statut. Ils *ont souligné* que ses activités, notamment le processus de vérification, ne devaient pas être soumises à des pressions ou des interférences indues qui compromettraient son efficacité et sa crédibilité. Ils *ont reconnu* que l'AIEA était la seule autorité compétente pour vérifier la façon dont les États membres s'acquittaient de leurs obligations de garanties. *Ayant insisté* sur la distinction claire à établir entre les obligations légales des États au titre de leurs accords de garanties et toute autre mesure de confiance prise volontairement, ils *ont estimé* que ces décisions volontaires ne relevaient pas de leurs obligations de garanties légales.

98. Les ministres des affaires étrangères *ont félicité* l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et son directeur général, M. Mohammed El-Baradei, d'avoir reçu le Prix Nobel de la paix en 2005. Ils *ont exprimé* leur pleine confiance dans l'impartialité et le professionnalisme de l'Agence. Ils ont aussi félicité l'Agence pour son cinquantième anniversaire qui tombera en 2007.

99. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réaffirmé* que les activités nucléaires à des fins pacifiques étaient inviolables, que toute attaque ou menace d'attaque contre des installations atomiques à vocation pacifique – déjà en fonctionnement ou en construction – mettait lourdement en danger les êtres humains et l'environnement, et constituait une grave violation du droit international, des buts et principes de la Charte des Nations Unies et des règlements de l'AIEA. Ils *ont reconnu* qu'il fallait négocier et mettre au point un instrument multilatéral global qui interdise précisément les attaques ou les menaces d'attaque contre des installations nucléaires consacrées à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

100. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réaffirmé* qu'il fallait renforcer les systèmes de sécurité et de protection contre les radiations dans les installations utilisant des matériaux radioactifs et dans les installations de gestion des déchets radioactifs, y compris le transport sûr desdits matériaux. Ils *ont réaffirmé* qu'il fallait renforcer les réglementations internationales concernant la sûreté et la sécurité du transport desdits matériaux. Tout *en réitérant* qu'il fallait adopter des mesures appropriées pour prévenir tout déversement de déchets nucléaires ou radioactifs, ils *ont lancé un appel* à l'application effective du Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international des déchets radioactifs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour garantir à tous les États une meilleure protection face au déversement de déchets radioactifs sur leur territoire.

101. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont souligné* que la question de la prolifération devait être réglée par des moyens politiques et diplomatiques, et que les mesures et initiatives adoptées à cet effet devaient l'être au regard du droit international, des conventions pertinentes et de la



Charte des Nations Unies, et contribuer à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité internationales.

102. Les chefs d'État ou de gouvernement des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) et à toxines et sur leur destruction *ont réaffirmé* qu'il fallait exclure totalement la possibilité de voir des agents bactériologiques (biologiques) ou des toxines être utilisés en tant qu'armes et *réaffirmé leur conviction* que la conscience de l'humanité réprouverait l'emploi de telles méthodes. Ils *ont reconnu* l'importance particulière qu'il y avait à renforcer la Convention par des négociations multilatérales portant sur un protocole à force exécutoire et sur l'adhésion universelle à ladite Convention. Ils *ont de nouveau lancé un appel* à promouvoir la coopération internationale à des fins pacifiques, dont des échanges scientifico-techniques. Ils *ont souligné* la nécessité d'une coordination entre les États non alignés Parties à la Convention et *exprimé leur volonté* d'œuvrer pour les meilleurs résultats de la Sixième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention qui se tiendra à Genève du 20 novembre au 8 décembre 2006.

103. Les chefs d'État ou de gouvernement des États parties à la Convention sur les armes chimiques *ont invité* tous les États qui ne l'ont pas encore ratifiée à le faire dès que possible en vue de lui conférer son universalité. Dans ce cadre, ils *ont réitéré leur appel* aux pays développés à favoriser la coopération internationale par le biais de transferts de technologies, de matériaux et d'équipements à des fins pacifiques dans le domaine chimique et par la levée de toutes restrictions à caractère discriminatoire qui sont contraires à la lettre et à l'esprit de la Convention. Ils *ont rappelé* que la mise en œuvre complète, effective et non discriminatoire des dispositions de la coopération internationale contribuerait à l'universalité de la Convention. Ils *ont également appelé* les États s'étant déclarés en possession d'armes chimiques à procéder à leur destruction dans les meilleurs délais. Tout *en reconnaissant* les problèmes financiers et techniques que cela posait à certains détenteurs de ces armes, ils *ont appelé* les États parties à même d'y procéder à le faire et à aider lesdits États à leur demande à procéder à l'élimination totale des armes chimiques.

104. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont regretté* les allégations infondées de non-respect des instruments s'appliquant aux armes de destruction massive, et *ont appelé* les États parties à ces instruments qui avancent ces affirmations à suivre les procédures définies par ces instruments en produisant des preuves suffisantes pour étayer leurs affirmations. Ils *ont appelé* tous les États parties aux instruments internationaux correspondants à s'acquitter pleinement et d'une manière transparente des obligations qui sont les leurs aux termes desdits instruments.

105. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont exprimé leur satisfaction* face au consensus atteint parmi les États sur les mesures destinées à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive. Ils *se sont félicités* de l'adoption par consensus par l'Assemblée générale de la Résolution 60/78 intitulée «Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive», et ils *ont souligné* la nécessité de répondre à cette menace contre l'humanité dans le cadre des Nations Unies et à travers la coopération internationale. Tout *en soulignant* que la manière la plus effective d'empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive était l'élimination totale de ces armes, ils *ont insisté* sur le fait que des progrès étaient nécessaires de toute urgence dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération afin d'aider au maintien de la paix et de la sécurité internationales et de contribuer aux efforts mondiaux contre le terrorisme. Ils *ont appelé* tous les États membres à appuyer les

efforts internationaux pour empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive et leurs vecteurs. Ils *ont également vivement pressé* tous les États membres de prendre des mesures nationales et, suivant le cas, de renforcer celles existantes pour empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive, leurs vecteurs, et les matériaux et technologies liées à leur fabrication.

106. Tout *en prenant note* des résolutions 1540 (2004) et 1673 (2006) adoptées par le Conseil de sécurité, les chefs d'État ou de gouvernement *ont souligné* qu'il fallait faire en sorte qu'aucune action du Conseil ne sape la Charte des Nations Unies et les traités multilatéraux en vigueur concernant les armes de destruction massive et les organisations internationales établies à ces fins, non plus que le rôle de l'Assemblée générale. Ils *ont par ailleurs mis en garde* contre la pratique constante du Conseil de sécurité de recourir à son autorité pour définir les conditions statutaires des États membres dans la mise en oeuvre de ses décisions. À cet égard, ils *ont souligné* l'importance de la question des acteurs non étatiques qui acquièrent des armes de destruction massive, laquelle doit être abordée sans exclusion par l'Assemblée générale, *en prenant en considération* les vues de tous les États membres.

107. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont réaffirmé* que les États avaient le droit souverain d'acquérir, de fabriquer, d'exporter, d'importer et de conserver des armes classiques pour leurs besoins de légitime défense et de sécurité. Ils *se sont dits préoccupés* devant les mesures coercitives unilatérales et ils *ont souligné* qu'aucune restriction induite ne pouvait être opposée au transfert de ces armes.

108. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont pris note* du déséquilibre significatif existant en matière de production, de possession et de commerce d'armes classiques entre les pays industriels et les pays non alignés, et ils *ont lancé un appel* aux premiers pour qu'ils réduisent sensiblement leur production, leur possession et leurs ventes d'armes classiques en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales et régionales.

109. Les chefs d'État ou de gouvernement *se sont dits à nouveau vivement inquiets* devant le transfert, la fabrication et la circulation illicites d'armes légères et de petit calibre ainsi que devant leur accumulation excessive et leur diffusion incontrôlée dans de nombreuses régions du monde. Ils *ont reconnu* la nécessité d'établir et de maintenir des contrôles sur les détenteurs privés d'armes légères et de petit calibre. Ils *ont appelé* tous les États, en particuliers les principaux producteurs, à faire en sorte de limiter leurs ventes d'armes légères et de petit calibre aux seuls gouvernements et aux organisations dûment autorisées par les gouvernements, et à mettre en place des restrictions légales pour prévenir la vente illicite d'armes légères et de petit calibre. Ils *ont encouragé* les États à prendre des initiatives pour mobiliser des ressources et des compétences techniques, ainsi qu'à fournir une aide destinées à renforcer la pleine mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

110. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont souligné* qu'il était important de mettre en oeuvre au plus vite et intégralement ledit Programme d'action et que l'aide et la coopération internationales étaient essentielles dans ce sens. Ils *se sont dits déçus* devant le fait que la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue à New York du 26 juin au 7 juillet 2006, ait été incapable

d'adopter un document final. Ils *ont réaffirmé* que le Programme d'action restait totalement valide et *encouragé* les pays membres du Mouvement à coordonner leurs efforts aux Nations Unies, en vue de parvenir à un accord sur le suivi du Programme d'action, en vue d'en assurer la pleine application. Ils *ont appelé* à la mise en oeuvre intégrale de l'instrument international adopté par l'Assemblée générale visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre acquises illicitement.

111. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont de nouveau déploré* qu'en infraction au droit international humanitaire, les mines antipersonnel soient toujours utilisées dans des situations de conflit en vue de mutiler, de tuer et de terroriser des civils innocents, les privant de l'accès aux terres agricoles, causant des famines et les forçant à quitter leurs foyers, ce qui provoque en fin de compte le dépeuplement, et les empêchant de revenir à leurs lieux d'origine. Ils *ont à nouveau appelé* tous les États à même de le faire de fournir l'aide financière, technique et humanitaire requise aux opérations de déminage, ainsi qu'à la réadaptation sociale et économique des victimes et à faire en sorte que les pays touchés aient plein accès aux matériels, équipements, technologies et ressources financières nécessaires au déminage.

112. Les chefs d'État ou de gouvernement des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ont invité les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de le faire.

113. Les chefs d'État ou de gouvernement *se sont dits inquiets* devant les explosifs restant de la Seconde Guerre mondiale, en particulier les champs de mines qui continuent de causer des pertes humaines et matérielles et font obstacle aux plans de développement dans certains pays non alignés. Ils *ont appelé* les États premiers responsables d'avoir posé ces mines et laissé ces explosifs en dehors de leur territoire durant la deuxième guerre mondiale à coopérer avec les pays touchés, à leur fournir une aide à cet égard, y compris par des échanges d'informations, des cartes indiquant l'emplacement des champs de mines et d'explosifs, l'aide technique indispensable au déminage, le défraiement des coûts du déminage et un dédommagement pour les pertes causées par les mines.

114. Les chefs d'État ou de gouvernement des États parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et à ses protocoles *ont encouragé* les États à en devenir parties, ainsi qu'à son Protocole relatif aux restes explosifs de guerre.

115. Les chefs d'État ou de gouvernement, *ayant souligné* qu'il existait une relation symbiotique entre le désarmement et le développement qui jouait un rôle de sécurité important à cet égard, *se sont dits préoccupés* devant l'accroissement des dépenses militaires mondiales, qui pourraient être allouées aux besoins de développement. Ils *ont souligné de même* qu'il était important de réduire les dépenses militaires conformément au principe d'une sécurité non diminuée au niveau d'armements le plus bas et ils *ont invité instamment* les États à consacrer les ressources ainsi dégagées au développement économique et social, en particulier à la lutte contre la pauvreté. Ils *ont appuyé sans réserve* les mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales adoptées par certains gouvernements en vue de réduire leurs dépenses militaires, et, par conséquent, de contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité régionales et internationales, et ils *ont reconnu* la contribution en ce sens des mesures de confiance.

116. Les chefs d'État ou de gouvernement *ont fait l'éloge* de l'action menée par le Groupe de travail des pays non alignés sur le désarmement, sous la conduite de l'Indonésie, en vue de coordonner les positions du Mouvement dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Ils *ont encouragé* toutes les délégations à participer activement aux réunions concernant le désarmement international afin que le Mouvement puisse promouvoir et atteindre ses objectifs.

117. Conformément aux positions de principe susmentionnées et s'en inspirant, et *affirmant* qu'il est indispensable de les promouvoir, de les défendre et de les préserver, les chefs d'État ou de gouvernement *ont adopté*, entre autres, les mesures suivantes:

117.1 Continuer de maintenir les positions et les priorités du Mouvement, selon que de besoin, aux instances internationales pertinentes; et

117.2 Charger le Bureau de coordination de consentir des efforts, selon que de besoin, en vue de la réalisation des objectifs du Mouvement aux réunions portant sur le désarmement et la sécurité internationale.

...

-----